



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

124-125 | 2011

Les rapports de sexe sont-ils solubles dans le genre ?

---

### Colloque international « Socioeconomic and political dimensions of population mobility in Sudan »

Khartoum (Soudan) – 2-3 novembre 2010

Barbara Casciarri

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5987>

DOI : 10.4000/jda.5987

ISSN : 2114-2203

#### Éditeur

Association française des anthropologues

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 429-435

ISSN : 1156-0428

#### Référence électronique

Barbara Casciarri, « Colloque international « Socioeconomic and political dimensions of population mobility in Sudan » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 124-125 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5987> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.5987>

---

Journal des anthropologues

**COMPTE RENDU DU COLLOQUE INTERNATIONAL  
SOCIOECONOMIC AND POLITICAL DIMENSIONS  
OF POPULATION MOBILITY IN SUDAN  
Khartoum (Soudan) – 2-3 novembre 2010**

Barbara CASCIARRI\*

En reprenant une tradition interrompue de conférences internationales annuelles, la Faculty of Economic and Social Studies<sup>1</sup> de l'université de Khartoum (UoK) a organisé en novembre 2010 un colloque autour du thème de la mobilité des populations. L'initiative a donné lieu à deux journées d'échanges passionnants autour d'un sujet aux enjeux complexes dans le Soudan contemporain. Elle a confirmé la vitalité de cette faculté au sein d'une université, autrefois parmi les plus « cotées » en Afrique, mais souffrant aujourd'hui d'un déclin dû à la fois aux effets de la répression politique des dernières décennies, et aux dégâts des récentes politiques ultralibérales touchant l'éducation supérieure comme tout autre domaine. Dans ce cadre, le Department of Sociology and Social Anthropology qui, il y a deux ans, s'était déjà fait promoteur d'une initiative scientifique d'envergure

---

\* Université Paris8 Vincennes-Saint-Denis – 2 rue de la Liberté – 93526 Saint-Denis Cedex  
Courriel : barbara.casciarri@gmail.com

<sup>1</sup> La faculté comprend les trois départements de sociologie et anthropologie politique, sciences politiques et économie.

internationale<sup>2</sup>, a encore une fois montré sa centralité et son dynamisme au sein de la faculté – et de l’UoK en général. Ces qualités relèvent, certes, d’une filiation ancienne et solide de l’anthropologie sociale anglaise de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi de la richesse exprimée par l’anthropologie soudanaise en époque postcoloniale (Ahmed, 2002), dont témoigne le vaste panel de collaborations universitaires en cours avec diverses institutions internationales (Norvège, Allemagne, France, USA, Grande-Bretagne, Hollande). D’ailleurs, cet effort d’entretenir une ouverture académique large, dans une conjoncture où le pays subit un isolement grandissant et un échange scientifique « libre », là où les pressions idéologiques sont importantes, est visible dans certaines positions actuelles de la faculté, comme celle qui prévoit un retour en arrière par rapport aux politiques d’arabisation des cursus imposées depuis 1989 : la conférence elle-même s’est tenue entièrement en anglais, ce qui est assez rare dans un pays où l’usage de la langue arabe dépasse l’aspect d’un choix linguistique purement « technique » et révèle des orientations politiques plus profondes<sup>3</sup>.

Thème « classique » d’approches disciplinaires diverses en sciences sociales, l’objet « mobilité » a d’emblée révélé, à partir du discours introductif et de l’articulation des sessions, sa valeur fortement politique et l’impossibilité de la séparer de sa portée

---

<sup>2</sup> Il s’agit de la conférence organisée en octobre 2008, pour célébrer les 50 ans de fondation du Département d’anthropologie, à l’occasion de laquelle un ensemble varié d’anthropologues soudanais et internationaux se sont rassemblés : *Anthropology in the Sudan: Past, Present and Future. Celebrating the Golden Jubilee of the Department of Anthropology and Sociology, University of Khartoum 1958-2008, Khartoum 25th-27th October 2008*.

<sup>3</sup> Le régime islamique au pouvoir depuis le coup d’État de 1989 a mis en place une politique d’arabisation générale qui, en insistant sur la liaison étroite entre langue arabe et foi musulmane, a touché aussi les cursus scolaires et universitaires. Pourtant, si le caractère politique des choix linguistiques est indéniable dans ce pays, certains linguistes ont souligné que dans le cas soudanais il n’y a pas, comme ailleurs, la superposition exacte entre identité ethnique et usages linguistiques (Miller, 2009).

scientifique. De fait, au-delà des facteurs socio-économiques que l'on retrouve ailleurs, au Soudan le déclenchement de la plus longue guerre civile d'Afrique, a ajouté un élément de taille aux causes et formes de la mobilité des populations. Les accords de paix signés en 2005<sup>4</sup> n'ont pas mis véritablement fin aux affrontements armés dans le pays – il suffit de penser au conflit au Darfour, ou à ceux, moins médiatisés, dans l'Est du pays et dans les « zones de transition » – et aux conséquences qu'ils ont sur les populations locales. Ainsi, toutes formes de mobilité qui ont été discutées lors du colloque, étaient à même de soulever autant de questionnements sur les relations entre groupes sociaux, sur celles de ces groupes avec l'État ou d'autres acteurs, sur leurs conflits, existants et potentiels, mais surtout, le pays étant à la veille d'une échéance électorale historique<sup>5</sup>, sur la gestion d'une unité nationale de plus en plus difficile.

Si la variété des profils disciplinaires (géographes, politologues, historiens, sociologues et anthropologues, ces derniers étant la composante principale) des pays et institutions universitaires d'origine (partagés également entre Africains - Soudanais et Érythréens – et Européens – Allemagne, Grande-Bretagne, France) a permis une multiplicité de regards, l'approche commune visant à décrypter une typologie de la mobilité allant au-delà des éléments

---

<sup>4</sup> Les accords de Naivacha ont été signés en 2005 entre le gouvernement soudanais et le SPLA, Sudan People Liberation Army. La guerre entre le Nord et le Sud du pays avait démarré peu avant la décolonisation (1956), en 1955 ; après la trêve décrétée par les accords d'Addis Abeba (1972), elle avait repris en 1983 et l'établissement d'un gouvernement islamique en 1989 n'avait fait que renforcer l'opposition entre les deux parties, en y ajoutant la connotation idéologique d'une « guerre sainte ». Peu avant la signature des accords de paix, d'autres conflits armés se sont déclenchés dans des régions périphériques du Nord négligées par l'État central : à l'Est, entre 2004 et 2006, et dans l'Ouest, au Darfour, depuis 2003.

<sup>5</sup> Il s'agit là du referendum, prévu par les accords de 2005, qui devait statuer sur le futur du Sud en termes de séparation du Nord ou maintien de l'unité nationale. Ce dernier s'est tenu entre le 9 et le 15 janvier 2011 et le résultat du scrutin a entériné la création d'un État autonome au Sud-Soudan avec une très large majorité (97%).

purement spatiaux ou des catégorisations officielles a été encore plus intéressante. Ainsi, le regard a été porté d'abord sur la catégorie qui reçoit une attention majeure par la communauté internationale, c'est-à-dire ces populations pour qui guerres et conflits armés sont la cause primaire d'une mobilité classée comme « forcée ». Dans la perspective qui considère le Soudan comme « pays d'accueil », il s'agissait de faire un bilan de la présence d'Érythréens et Éthiopiens, le groupe le plus nombreux de réfugiés depuis les années 1960-70. Témoin de relations séculaires entre ces deux pays de la Corne d'Afrique, l'installation au Soudan des populations venant d'Éthiopie et d'Érythrée, qui a mis en lumière pendant longtemps la tradition soudanaise d'accueil des réfugiés des pays limitrophes, subit dans la dernière décade des pratiques de plus en plus répressives, dictées à la fois par les dynamiques internes de la politique nationale et par les changements du statut des réfugiés selon les normes de la communauté internationale. Dans la perspective inverse, le cas a été analysé des réfugiés soudanais, notamment en Égypte et en Uganda, dans les aspects de leur traitement « à l'étranger » et des réarrangements identitaires que l'exil apporte à ces communautés. Mais c'est surtout la catégorie des IDP (Internally Displaced Peoples) à avoir fait l'objet de plusieurs présentations parmi les cas de figure classés sous la diction de « mobilité forcée ». Cette population, qui n'a pas cessé de s'accroître, après les longues années de guerre civile entre Nord et Sud et, plus récemment, comme effet du conflit au Darfour, tout en restant difficilement quantifiable, constitue une composante de taille dans la capitale comme dans d'autres villes du pays. Si sa marginalisation dans le contexte d'accueil est visible, de même que l'usage instrumental qu'à tour de rôle est fait de ces groupes par l'État soudanais et par les intervenants internationaux, aux problèmes historiques de leur intégration se sont récemment ajoutés ceux liés aux perspectives de retour dans les zones d'origine après les accords de paix. Une large partie des interventions ont ainsi porté sur les IDPs au Soudan, et cela par une focalisation sur certaines composantes internes particulièrement marginalisées (les femmes, les enfants) ainsi que sur des aspects variés de leur

situation en tant que déplacés (conditions sanitaires, habitat, formes de travail).

L'autre catégorie de la mobilité qui a donné lieu à diverses interventions, est celle que l'on peut classer sous l'étiquette d'« exode rural » ou « migration économique ». Ainsi, l'observation des dynamiques démographiques du pays, indique comment un ensemble des facteurs – crises écologiques, déstructuration des formes socio-économiques « traditionnelles », développement urbain – ont porté et portent davantage les groupes de ce pays à dominance rurale à affluer de plus en plus dans les villes, voire, là où c'est possible, à grossir les files des migrants à l'étranger. L'analyse de ces cas a permis de porter un regard plus poussé sur le complexe socioculturel qui est mis en jeu lors du passage de la campagne à la ville (et de là, à remettre en question les catégories mêmes de « rural » et « urbain » telles que l'administration les conçoit) et a ouvert un espace réflexion sur les responsabilités étatiques et des acteurs économiques par rapport à ces groupes mobiles qui reçoivent moins d'attention que ceux dont la mobilité est liée aux conflits armés. Cette vision globale, a porté à lier les observations issues d'autres formes de mobilité présentées. D'une part, il s'agit du cas des populations d'origine nomade. Les groupes pastoraux, composante qui demeure largement « invisible » malgré son importance persistante dans le pays (Casciarri & Ahmed, 2009), subissent depuis l'époque coloniale des pressions de tout type qui transforment, voire bouleversent, leur modèles productifs et résidentiels. La « naturalisation » qui est faite des raisons de leur sédentarisation, a souvent ignoré la marginalité de ces « ex-nomades » et a négligé une analyse détaillée des dynamiques sociales de changement et d'insertion de ces groupes pour qui une mobilité aux facettes multiples (spatiale, économique, mais aussi sociale et politique) demeure l'élément fondateur de leur organisation. D'autre part, il s'agit des populations obligées à se déplacer par les choix d'une politique économique nationale, notamment en ce qui concerne la « grande hydraulique ». Ce cas de figure a été illustré par le déplacement forcé des populations locales suite à la construction du barrage de Meroe (le plus grand ouvrage

de ce type en Afrique), qui a donné lieu à un mouvement de résistance très vigoureux et dont l'issue répressive interroge sur le destin analogue de nombre de populations rurales dans une phase où le Soudan a repris en force son programme de construction de grands barrages.

Finalement, d'autres formes moins étudiées de la mobilité ont fait aussi l'objet de présentation et de débat, tel que le *brain drain*, ou l'émigration à l'étranger des Soudanais « hautement qualifiés ». Si les conséquences de ce déplacement n'atteignent pas le niveau dramatique et ne dégagent pas la même marginalité que les premières, la nécessité se pose de se pencher sur cette forme de plus en plus massive de mobilité, pour accéder à un regard global sur le pays, les raisons de sa crise, les formes de ses inégalités internes et de celles dans le contexte d'une division du travail, matériel et immatériel, au niveau international.

Au-delà des spécificités mises en lumière par les divers cas de « mobilité » discutés lors des deux journées de colloque, l'intérêt qui est émergé de leur traitement transversal a concerné sans doute la remise en question de certaines catégories d'analyse du phénomène lui-même. Ainsi, l'analyse des sciences sociales révèle les enjeux implicites dans les codifications, pratiquées par l'État ou les acteurs internationaux, des groupes concernés par une mobilité difficile à « gouverner » et facile à être mésinterprétée, instrumentalisée, découpée selon des frontières trop étanches, ayant le seul avantage de simplifier les interventions pratiques et d'occulter les responsabilités des uns et des autres. Les distinctions entre mobilité « forcée » et « volontaire », entre populations nomades et sédentaires, entre urbain et rural, et encore d'autres parmi les dichotomies réductrices qui dominent le discours sur les groupes mobiles, semblent ainsi demander une reprise problématique que les chercheurs souhaitent assumer, pour contrer l'application de catégories inadaptées à la compréhension de la réalité sociale et, en même temps, mettre au premier plan la dimension politique qui s'impose dans la réflexion sur la « mobilité » au Soudan contemporain. Cette dimension, présente en filigrane dès les premières interventions, a été davantage développée dans le débat

de clôture. Dans ce regard politique global, si l'État soudanais avec ses politiques de marginalisation multiple de ses « mobilités » a été le premier à se retrouver sur le banc des accusés, la liaison a été incontournable avec le rôle des puissances occidentales et du « nouvel ordre mondial ». Il en est ici de la responsabilité de l'UE et sa mise en place d'une législation « antiémigration » avec les conséquences que l'on voit depuis une quinzaine d'années en Afrique (peuples et gouvernements) et du rôle d'un système économique mondial dominant où, au-delà des idéologies triomphantes, pour le Sud « mobilité » rime souvent avec « pauvreté » au sein d'un système ultralibéral impitoyable faisant estomper la différence entre un État autoritaire islamiste, comme le Soudan, et les puissances européennes. En plus de cela, la phase de césure forte qui s'annonçait déjà lors de la conférence de novembre 2010, confirmée par l'issue du referendum qui vient de décider l'autodétermination du Sud-Soudan, laisse présager que, comme les organisateurs et les participants n'ont pas oublié de rappeler, les enjeux politiques de la question « mobilité » seront de plus en plus pressants pour le futur que le pays s'apprête à vivre.

### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AHMED A. M. (ed), 2002. *Anthropology in the Sudan. Reflections by a Sudanese Anthropologist*. Utrecht, International Books.
- CASCIARRI B., AHMED A. M. (eds), 2009. *Pastoralists Under Pressure in Present-Day Sudan*, Nomadic Peoples, 13(1).
- MILLER C., 2009. « La situation linguistique au Soudan : évolutions et enjeux », in CASCIARRI B. (ed), *Cycle des conférences du CEDEJ Khartoum au CCF 2007-2008*. Khartoum, Azza Library : 12-36.

\* \* \*